MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE STOCKHOLM

N° 35 – 5 septembre 2022

Pays nordiques

Accord historique sur l'éolien en mer Baltique. Réunis à Copenhague sous l'égide de la Présidente de la Commission européenne, les chefs des gouvernements danois, allemand, estonien, letton, lituanien, polonais, finlandais et suédois, se sont prononcés en faveur de nouvelles mesures visant à renforcer la sécurité énergétique du continent européen et à assurer son indépendance vis-à-vis des hydrocarbures russes. Les États se sont engagés à multiplier par sept les capacités éoliennes *offshore*, en atteignant 19,6 GW d'ici 2030, ce qui permettrait d'alimenter, près de 30 millions de foyers en électricité. À court terme, et pour remplacer les livraisons de gaz russes, il est prévu également d'augmenter les importations de gaz liquéfié via les infrastructures de la Baltique. Le développement des énergies renouvelables a également été au centre des discussions ; les États s'étant prononcés en faveur du renforcement de la coopération transfrontalière en la matière.

Le niveau de lits d'hôpitaux reste faible en zone nordique. Selon l'OCDE, la Suède ne compte que 2 lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants ce qui est l'un des niveaux les plus faibles des pays de l'organisation et en parité avec le Chili. Au Danemark, le nombre de lits est de 2,5 pour 1 000 habitants contre 2,8 en Finlande et en Islande. Bien que la Norvège compte 3,4 lits, ce niveau est loin de celui de la France (5,7 lits) pour ne pas dire la Corée du Sud (12,7 lits).

SAS creuse ses pertes malgré la reprise du trafic de passagers. Le 26 août, la compagnie aérienne a annoncé avoir enregistré une perte nette de 1,85 Mds SEK (185 M €) au Q3, soit +38% par rapport au Q2. Les résultats de SAS ont été « gravement affectés » par la grève de ses pilotes en juillet (4 000 vols annulés et plus de 380 000 passagers touchés), ainsi que par les « importantes perturbations opérationnelles [...] qui ont touché l'ensemble de l'industrie du transport aérien ». Toutefois, SAS note une forte hausse de la demande : +30 % de passagers et +11 points de pourcentage du taux d'occupation de ses vols (pour un total de 78%) entre le Q2 et le Q3. Pour mémoire, le 14 août, la compagnie aérienne a conclu un contrat de financement avec le fonds d'investissement américain Apollo Global Management de 700 M$ (689 M€). Ce prêt s'inscrit dans le cadre de la procédure engagée début juillet par SAS au titre du Chapitre 11 du Code des faillites des Etats-Unis, et devrait permettre à l'entreprise d'accélérer la mise en œuvre de son plan de restructuration « SAS FORWARD » (objectif de réduction des coûts annuels de 750 M€) présenté en février.

Danemark

Des importations records de charbon au premier semestre. Les chiffres révélés par l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) montrent que le Danemark a importé près de 935 000 tonnes de charbon au cours du premier semestre 2022, contre 136 000 tonnes importées entre janvier et juin 2021. Cette hausse exceptionnelle est principalement due aux précautions prises par l'énergéticien Ørsted, visant à garantir les stocks de deux de ses centrales électriques (Avedøre et Studstrup), sur demande du gestionnaire danois de réseau de transport de gaz et d'électricité (*Energinet*). Les stocks de charbon ont ainsi augmenté pour la première fois depuis 2014, note Karsten Capion, analyste au sein du *think tank* Concito. La consommation réelle de charbon a, elle aussi, fortement augmenté, en lien direct avec le déclenchement du conflit russo-ukrainien (+27% au deuxième trimestre 2022, en glissement annuel). À l'inverse, la consommation de gaz naturel a fortement diminué (-29% sur la même période).

Plafonnement de la hausse des loyers à 4% en 2022 et en 2023. Conformément à l'accord conclu par le Gouvernement avec ses partis de soutien (Parti socialiste populaire, Liste unitaire, Parti social-libéral), un plafond de 4% d'augmentation sera introduit pour les logements locatifs dont le loyer fait l'objet d'une révision annuelle en fonction de l'indice des prix. Si le ministre de l'Intérieur et du Logement, Christian Rabjerg Madsen, juge « crucial » de soutenir les locataires danois face à la hausse généralisée des prix, cette mesure a reçu un accueil mitigé, notamment de la part de certaines formations politiques et organisations professionnelles. La Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), par la voix de son directeur général adjoint, Kim Haggren, estime qu'il est « inouï que l'État intervienne dans des contrats déjà conclus ; c'est proche de l'expropriation ». Le Parti libéral partage cet avis, et craint la formation de recours de propriétaires à l'encontre de l'État.

Novo Nordisk France récompensé lors des *« International Business Awards »*. Sous le haut patronage du Prince héritier Frederik de Danemark, cette cérémonie annuelle met en lumière des entreprises danoises qui s'illustrent sur les marchés internationaux. Pour la troisième année consécutive, trois prix ont été décernés : *« Business Excellence »*, *« Green Solutions »* et *« Export Achievement »*, avec pour lauréats Novo Nordisk France, Copenhagen Offshore Partners Korea et Troldtekt Deutschland. Le groupe pharmaceutique s'est notamment démarqué pour ses efforts de réduction des déchets plastiques et la mise en place de son programme *ReturPen* qui permettra, à terme, le recyclage et la valorisation de millions de stylos injecteurs d'insuline. Pour rappel, Novo Nordisk, qui s'est engagé à ne plus produire d'émissions nettes d'ici 2045, avait choisi son site de Chartres, en Eure-et-Loir, comme précurseur de son programme *Circular for Zero*, et réalisé, à ce titre, 164 M€ d'investissements entre 2016 et 2020.

Échec de la reprise de Maersk Container Industry (MCI). Le fabricant de conteneurs réfrigérés, fondé par Maersk en 1991, faisait jusqu'alors l'objet d'un accord de vente entre Maersk et le groupe China International Marine Containers Ltd. (CIMC), pour un montant de plus de 7 Mds DKK (940 M€). Les parties ont annoncé le retrait de l'opération, « en raison d'importants défis réglementaires ». MCI, qui emploie 2 300 personnes au Danemark et en Chine, reste pour l'heure sous pavillon danois.

Finlande

L'opinion publique finlandaise évolue sur l'épineux sujet de la coupe du bois. Cette question fait l'objet de divergences de points de vue entre la Commission européenne, attachée au respect des engagements des Etats membres en matière de conservation des puits de carbone et la Finlande, soucieuse de préserver des marges de manœuvre nationales sur l'exploitation du bois. Ainsi, l'institut national d'études statistiques finlandais souligne de son côté que les puits de carbone ont considérablement diminué en 2021. Cependant, selon un sondage effectué pour le compte de l'organisation de protection de la nature Luonnonsuojeluliitto, la majorité des Finlandais estiment désormais qu'il serait opportun de diminuer les coupes de forêts pour des raisons climatiques. Seuls 33 % des personnes interrogées sont d'avis contraire.

Accord entre Finnair et Qatar Airways pour des vols entre la région nordique et l'émirat du Golfe. La compagnie aérienne Finnair - détenue majoritairement par l'Etat finlandais - a annoncé le 29 août conclure un partenariat stratégique à long terme avec Qatar Airways. Finnair s'engage par ledit accord à assurer des vols quotidiens au départ d'Helsinki, Copenhague et Stockholm à destination de Doha, le principal hub de Qatar Airways. Les deux compagnies partageront leur capacité de transport de fret et de passagers sur les trois liaisons dans le cadre d'un accord global de partage de codes. Cet accord marque une adaptation de la stratégie de la compagnie finlandaise, suite à l'interdiction de survol du territoire russe pour les compagnies occidentales. Finnair avait bâti son modèle sur le développement à Helsinki d'un hub, pivot entre l'Europe et l'Asie, les vols vers l'Asie orientale (Chine, Japon, Corée du Sud notamment) survolant la Russie.

Le montant des subventions européennes versées à la Finlande, dans le cadre du plan de relance, abaissé de 2,1 Mds€ à 1,8 Md€. La diminution de la part de la Finlande dans le financement des plans de relance des Etats membres par la Facilité européenne pour la relance et à la résilience (RRF) - à 1,8 Md € à prix courants – est liée à un redressement de l'économie finlandaise plus fort que prévu (3,5 % de croissance du PIB en 2021 après une baisse de -2,3 % en 2020). Cette mise à jour du montant des fonds versés a été effectuée par la Commission européenne, en se basant sur l'évolution de la situation économique dans les pays de l'UE en 2020 et 2021. La Finlande recevra un total de 2,6 Mds € - prix courants - de l'instrument de relance de l'UE (*NextGenerationEU*), comprenant à la fois la Facilité RRF et des fonds additionnels versés par les programmes communautaires (*ReactEU*, Fonds pour la transition juste, FEADER, *InvestEU*, Horizon Europe, *RescEU*). Le groupe de travail ministériel sur le plan de relance finlandais a indiqué que le plan de relance de la Finlande sera mis à jour pour refléter ce changement.

La Slovaquie signe un accord avec la Finlande sur l'achat de véhicules blindés de Patria. La Slovaquie et la Finlande ont signé avec Patria - groupe industriel de défense détenu majoritairement par l'Etat finlandais - un accord global entre gouvernements pour l'achat de 76 véhicules de combat blindés (VBC) de Patria. Le montant de la transaction est estimé à 447 M€. En mars 2022, le ministère slovaque de la Défense avait choisi la Finlande et Patria comme lauréat de l'appel d'offres de son programme d'achat de véhicules blindés de type 8x8.

Islande

Augmentation du taux directeur à 5,5%. Le 24 août, la banque centrale islandaise a pris la décision d'augmenter le taux directeur de 0,75 point de pourcentage à 5,5%. De nouvelles hausses des taux d'intérêts sont à prévoir afin d'endiguer l'inflation.

L'inflation ralentie et s'établie à 9,7% au mois d'août. Selon un rapport de *Statistics Iceland*, l'inflation est de 9,7% en août 2022 par rapport à août 2021 et 7,1% sans la composante du logement. La fin des soldes d'été a entraîné une augmentation des prix de l'habillement et des chaussures de 3,5% et une augmentation des prix des meubles et de l'ameublement de 6,4%. Les prix des vols internationaux ont diminué de 8,7% et les prix de l'essence et du diesel ont baissé de 3,9%. L'inflation annuelle au mois de juillet était de 9,9%.

La Banque Centrale revoit ses prévisions macroéconomiques. La Banque Centrale a actualisé ses prévisions macroéconomiques et s'attend à une croissance du PIB de près de 6 % cette année, principalement en raison d'une croissance de la consommation privée plus robuste que prévue et d'un rebond plus rapide du tourisme.

Le chiffre d'affaires du secteur du tourisme dépasse celui d'avant la pandémie. Selon les rapports sur la taxe sur la valeur ajoutée de *Statistics Iceland*, le chiffre d'affaires du secteur du tourisme s'est élevé à 139 Mds ISK (948 M€) en mai-juin 2022 et suit donc une trajectoire similaire à celle des années précédant la pandémie. Il aurait ainsi augmenté de 19 % par rapport à la même période de 2019 (l'indice des prix à la consommation a augmenté de 16 % dans le même temps). Il existe de grandes différences entre les secteurs du tourisme. Le chiffre d'affaires des ventes et services de restauration a augmenté de 33 %, tandis que celui du transport aérien de passagers a augmenté de 7 %.

Kronan gèle les prix de certains produits alimentaires. Afin de lutter contre l'inflation, le supermarché Kronan a décidé de geler le prix des produits sous les marques Krónan et First Price, au moins jusqu'à la fin de l'année. Il n'est pas prévu que les enseignes Hagkaup et Bonus (du groupe leader Hagar) suivent la décision de Kronan.

4,2 M€ alloués pour le développement d'entreprises de production alimentaire. Un total de 58 start-ups et projets d'entrepreneuriat dans le domaine de la production alimentaire a reçu une subvention du fonds pour l'innovation et le développement, d'un montant total de 584,6 M ISK (4,2 M€). La production de whisky islandais et de sel de mer a reçu le plus de fonds, visant à soutenir leur internationalisation.

Les achats immobiliers sont au plus bas depuis avril 2015. Depuis avril 2015, le nombre des promesses d'achat de propriétés résidentielles sur 6 mois n'a jamais été aussi bas. Selon le rapport mensuel de l'agence du logement et des infrastructures, le prix des appartements n'a augmenté que de 0,5% dans la région de la capitale en juin dernier, contre 2,4 à 3,2 % par mois au début de l'année. Néanmoins, le délai moyen de vente a été raccourci entre mai et juin de 45,9 jours à 41,9 dans la zone de la capitale et de 66 jours à 57 dans les zones rurales. Le loyer moyen était de 207 200 ISK (1 480€) en juin sur la base des contrats de location enregistrés contre 197 500 ISK (1410€) en juin 2021.

Orkuveita Reykjavíkur (Reykjavik Energy) entame les préparatifs du financement en fonds propres de sa filiale Carbfix. Le conseil municipal de Reykjavik a autorisé Orkuveita Reykjavíkur à créer une nouvelle société anonyme pour gérer Carbfix. Depuis 2019, l'entreprise est gérée par une société publique à responsabilité limitée, Carbfix ohf, ce qui exclut les investisseurs autres que des entités publiques de l'apport de capital-risque à l'entreprise. Un certain nombre d'investisseurs internationaux, dont le Crédit Suisse et la branche d'investissement de la compagnie pétrolière nationale norvégienne Equinor, ont exprimé leur intérêt pour le développement de la société d'innovation islandaise. 10 M$ (10 M€) du nouveau capital pourrait être vendu pour une part d'environ 20%.

Norvège

Le salon ONS du pétrole et de l'énergie de Stavanger a abordé la question des conséquences de la guerre en Ukraine. Pour la première fois depuis 2018, le salon du pétrole et de l'énergie de Stavanger (ONS-Offshore Northern Seas) s'est tenu les 29 et 30 août en format physique. Devant les participants, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a assuré que la Norvège resterait un « partenaire fiable pour les énergies renouvelables » et « faisait son maximum pour garantir les livraisons de gaz ». Il a appelé les Etats à ne pas céder à la tentation du repli face à cette crise énergétique et à rester unis face à Vladimir Poutine. Face au président ukrainien par vidéoconférence, M. Støre a annoncé que sur les 10 Mds de NOK (1 Md d'euros) d'aides annoncées en juillet, deux permettraient à Kiev de s'approvisionner en gaz cet hiver. Volodymyr Zelensky a remercié Oslo pour son soutien aux sanctions, et mis en garde contre « le chantage nucléaire russe ». Présent à l'ONS, Elon Musk a salué les politiques publiques norvégiennes en faveur des véhicules électriques. Le patron de Tesla s'est dit favorable à une poursuite de l'exploitation des hydrocarbures en parallèle du développement des énergies renouvelables.

Les prix de l'électricité sont au plus haut dans le sud de la Norvège et au plus bas dans le nord du pays. Le sud-ouest de la Norvège a toujours fin août l'électricité la plus chère du pays avec un prix moyen de 6,28 NOK/kWh (62 centimes d'euro, soit 628 euros/MWh) tandis que le nord du pays bénéficie d'un prix de 11 euros/MWh lié à l'hydroélectricité norvégienne et à l'absence de connexion directe électrique de la région avec le sud du pays. L'Autorité de surveillance de l'AELE (zone de libre-échange entre l'Union européenne et plusieurs pays dont la Norvège), dit suivre de près le débat sur les restrictions des exportations d'électricité pour veiller à la conformité d'éventuelles décisions de la Norvège aux règles européennes. Les détails du plan du gouvernement ne sont pas encore connus, mais les signaux de la Norvège ont provoqué de vives réactions dans les pays voisins. En août, la Suède, la Finlande et le Danemark ont envoyé un communiqué de presse conjoint

mettant en garde la Norvège contre toute remise en cause des exportations d'électricité. Selon Dagsavisen, les textes européens sur l'énergie, auxquels la Norvège est soumise, permettent de fixer des niveaux minima de remplissage des réserves hydrauliques, mais pas de restreindre les exportations d'électricité. De son côté, le Parti socialiste de gauche maintient la pression sur le gouvernement, et menace de ne pas voter la loi de finances à l'automne si les aides aux entreprises ne sont pas véritablement ciblées et conditionnées.

Premier grand contrat commercial de Northern Lights avec une usine de Yara aux Pays-Bas. Yara a conclu le 29 août un accord avec la joint-venture Northern Lights (Totalenergies, Equinor et Shell) pour le stockage de CO_2 sous le plateau continental norvégien. Dès 2024, 800 000 tonnes de CO_2 seront transportées tous les ans depuis l'usine Yara de Sluiskil aux Pays-Bas qui produit de l'ammoniac et des engrais. Cela pourrait faire économiser à Yara des coûts importants. Les prix du CO_2 ont récemment avoisiné les 1 000 NOK (100 euros) la tonne, et si Yara n'avait pas obtenu cette année de quotas gratuits- lesquels ont vocation à diminuer et à disparaître d'ici 2030 parallèlement à la montée en puissance et à la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe à cet horizon-, elle aurait dû débourser 800 millions de NOK (80 millions d'euros).

Equinor et Wintershall ont conclu un accord pour la construction de nouveaux pipelines entre l'Allemagne et la Norvège. Les compagnies pétrolières Equinor et Wintershall ont signé le 30 août un accord sur la construction d'une infrastructure de 900 km de long permettant de transporter du CO^2 du nord de l'Allemagne vers le plateau continental norvégien. Entre 20 et 40 millions de tonnes de CO^2 pourront être acheminées tous les ans, soit 20% des émissions annuelles de l'Allemagne. Le transport temporaire de CO^2 par navire est également à l'étude.

Suède

La Suède afficherait une croissance quasi nulle en 2023. Il existe un large consensus entre les prévisionnistes sur le fait que si la croissance du PIB suédois oscillera entre 2 et 2,5% en 2022, elle serait quasi-nulle en 2023 (entre 0 et 0,5%). Selon SCB, la croissance trimestrielle au T2 2022 a atteint 0,9% et3,8% en rythme annuel.

Face à l'envolée du prix de l'électricité, le gouvernement souhaite découpler le prix de l'électricité de celui du gaz. Le 2 septembre, la Première ministre a annoncé son intention d'agir immédiatement au niveau européen pour demander de réformer les mécanismes de formation du prix de l'électricité sur le marché européen de l'énergie.
Elle a déploré que les consommateurs d'électricité du Sud du pays soient frappés si fortement par les conséquences sur le prix de l'électricité de la hausse du prix du gaz en Allemagne, alors même que la Suède n'utilise quasiment pas de gaz pour sa production électrique.
Début septembre, les prix de gros dans le Sud dépassaient toujours 600 €/MWh, soit plus de 10 fois le prix habituel pour la saison. Dans ce contexte déjà difficile, l'énergéticien public Vattenfall vient d'annoncer l'indisponibilité du réacteur 4 de la centrale de Ringhals jusqu'au 30 novembre en raison d'un problème technique au niveau du circuit primaire (pressuriseur). L'arrêt non planifié de ce réacteur, qui génère habituellement 5 % environ de la production nationale, devrait contribuer à entretenir des niveaux de prix élevés dans le Sud au cours des prochains mois.

Le rythme des levées de fonds des startups reste solide. Les levées de fonds pour les startups atteignent 4,5 Mds€ (47,5 Mds de SEK) pour la période de janvier à août 2022. Parmi les groupes qui sont parvenus à lever le plus de moyens cette année figurent : Northvolt (1 Md€), Klarna (800 M€), Volta Trucks (235 M€), H2 Green Steel (185 M€) et Instabox (170M€).

Tractel repris par le suédois Alimak. Le fabricant français d'équipements de sécurité pour le travail en hauteur et d'appareils de levage a été repris par Alimak AB, constructeur d'ascenseurs pour les chantiers et l'industrie. Tractel compte des clients dans 120 pays, des filiales dans 19 pays, 10 000 distributeurs dans le monde, et emploie environ 1 100 personnes. Le prix de vente a été de l'ordre de 500M€.

Klarna enregistre des résultats nets négatifs de 6,2 Mds SEK au S1 2022. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 7,5 Mds SEK (750 M €) au premier semestre 2022, soit +18% par rapport au premier semestre 2021. Pour mémoire, la startup spécialiste du paiement fractionné était valorisée à 6,7 Mds $ (6,6 Mds €) lors de sa dernière levée de fonds le 11 juillet, soit près de 7 fois moins qu'en juin 2021. En mai, Klarna avait annoncé se séparer de 10% de ses effectifs et durcir ses exigences de crédit. Elle l'a notamment fait aux Etats-Unis, où les montants maximaux des paiements pris en charge par ses services ont été abaissés. Klarna va ainsi désormais devoir se focaliser davantage sur la rentabilité et moins sur son expansion internationale tant que la perte représente près de 4 M€ par jour. A ce rythme, Klarna, qui a levé 800 M€ en juillet 2022, devra à nouveau faire appel aux marchés avant avril 2023. Dans un contexte où les fonds propres se détériorent rapidement, le superviseur FI va intensifier le contrôle des finances de Klarna dans les mois à venir.

Beijer Ref rachète 85% du capital du groupe français EID. Le grossiste suédois en réfrigération vient de racheter 85% du capital du groupe français EID, implanté à Avignon. Ce dernier qui produit des tuyaux en cuivre isolés continuera à exercer sous sa propre marque. EID compte 20 employés et réalise un CA de 16 M€. Enfin, l'accord comprend une option qui permettrait à Beijer d'acquérir les actions restantes si un certain nombre d'objectifs sont atteints.

La Cour des Comptes (*Riksrevisionen*) remet en cause l'efficacité de la réduction d'impôt sur l'énergie octroyée aux *data centers*. Dans un rapport publié le 1er septembre, l'institution estime qu'il y a des « lacunes évidentes » dans la conception, le suivi et l'évaluation de ce dispositif mis en place en 2017 et qui a privé l'Etat de 130 M€ de recettes. Elle formule quatre critiques principales : (i) les entreprises bénéficiaires sont moins nombreuses qu'initialement prévu (80 contre 235), (ii) la réduction d'impôt a essentiellement profité à quelques grandes entreprises, (iii) les résultats en matière de création d'emplois sont incertains et (iv) le dispositif a des effets négatifs sur la transition énergétique (absence de conditionnalité en matière d'efficacité énergétique et l'élimination de la chaleur résiduelle des data centers). A ce titre, l'Agence de l'énergie (*Energimyndigheten*) estime que les data centers contribueront à une hausse de la consommation d'électricité de 20% sur les 10 prochaines années.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,2	5,1	-0,8
Danemark	-0,03	2,5	1,3	2,8	4,9	-0,5
Finlande	-0,1	1,5	0,9	0,8	3,0	0,5
Norvège[1]	0	0,8	3,9	0,01	3,9	-1,0
Islande	-2,05	4,9	-1,06	2,2	4,3	1,1

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

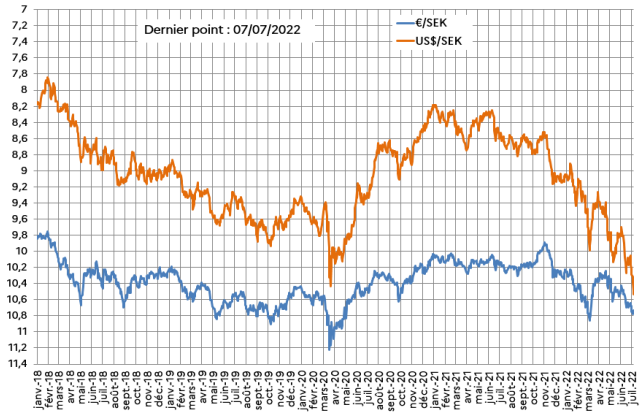
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (*en moyenne annuelle*)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,7
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	4,8
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,9
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,3

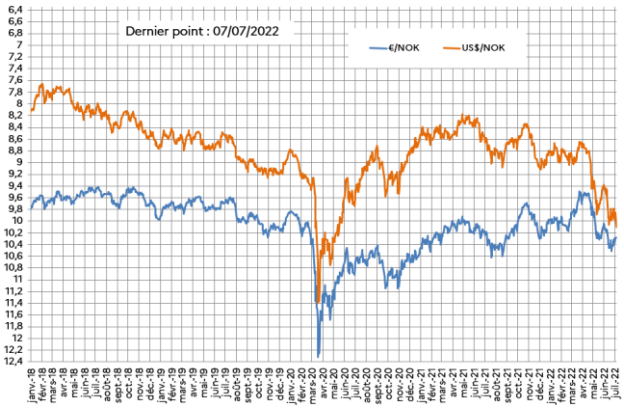
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr